



Référence : CC 24.13

CTE CONSTRUCTION
5 Chemin du bois de l'aumône, 13011 Marseille
Tél. : 06 09 04 23 34

Code NAF : 7120B – SIREN : 482 421 419

Rapport Initial de Contrôle Technique

Maître d'ouvrage

INSERM
Délégation Régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur-Corse
18 avenue Mozart – CS 20172
13276 MARSEILLE Cedex 9

Intitulé

RENOVATION SANITAIRES / VESTIAIRES ET STOCKAGE
SITE INSERM - CIML Luminy 13009 MARSEILLE

Documents examinés

Dossier DCE de septembre 2024

Maître d'œuvre

3i Architectes

Missions

LP, LE et STI (hors électricité).

Rapport

Edité le : 23 octobre 2024

Visa de l'intervenant CTE CONSTRUCTION

CTE CONSTRUCTION
5 Chemin du Bois de l'Aumône
13011 MARSEILLE
Tél. : 06 09 04 23 34

| | |
|-------------------------|--|
| CTE CONSTRUCTION | Rapport initial CIML à Luminy |
|-------------------------|--|

SOMMAIRE

1. RENSEIGNEMENTS GENERAUX

2. SOLIDITE DES OUVRAGES (Missions LP, LE)

3. DISPOSITIONS RELATIVES A LA SECURITE DES PERSONNES (Mission STI)

| | |
|------------------|----------------------------------|
| CTE CONSTRUCTION | Rapport initial CIML à Luminy |
|------------------|----------------------------------|

1. RENSEIGNEMENTS GENERAUX

1-1 Missions de contrôle technique

Par proposition en date du 1er octobre 2024 l'INSERM a confié à CTE CONSTRUCTION une mission de contrôle technique pour les travaux de rénovation de la zone A – sanitaires vestiaires stockage sur le site de Luminy.

La mission se décompose comme suit :

- Mission de type LP relative à la solidité des ouvrages.
- Mission de type LE relative à la solidité des ouvrages objets des travaux.
- Mission de type STI relative à la sécurité des personnes relevant du Code du travail uniquement.

Le contenu de ces missions est défini dans la Norme NF P 03-100 et les conditions générales d'intervention pour le contrôle technique d'une construction (adoptées par le COPREC CONSTRUCTION le 30 mai 1997 et amendées le 26 mai 2000) pour les marchés privés et dans le décret 99-443 du 28 mai 1999 (CCTG de contrôle technique) pour les marchés publics.

L'objet du présent rapport est de résumer les avis du contrôleur technique avant la réalisation des travaux après examen du dossier DCE de septembre 2024.

1-2 Avis du contrôleur technique

Les avis sont donnés en référence aux textes en vigueur au moment de la consultation et prévus au contrat :

- Normes
- DTU
- Cahiers des charges
- Avis techniques des matériaux ou techniques non traditionnels
- Règles professionnelles
- Règles de calcul homologuées
- Textes législatifs et réglementaires en vigueur au dépôt du PC (liste au chapitre sécurité des personnes)

Ils portent sur le dossier DCE qui nous a été remis comprenant

- Carnet de Plans : 10 pages.
- CCTP du 5/09/24 des Lots 1 (G.O., S.O., Menuiseries ext.) et 2 (CFA, CVC, plomberie)

Les avis sont formulés à l'aide des abréviations suivantes :

Pour le contrôle technique (solidité, fonctionnement, parasismique...)

F : favorable.

D : défavorable.

Pour les vérifications de conformité (sécurité incendie, accessibilité aux handicapés)

C : conforme.

NC : non conforme.

Dans tous les cas :

S : suspendu (dispositions insuffisamment définies en l'état).

SO : sans objet.

HM : hors mission.

AP : à préciser.

PM : pour mémoire.

| | |
|------------------|----------------------------------|
| CTE CONSTRUCTION | Rapport initial CIML à Luminy |
|------------------|----------------------------------|

Par la suite

Il est demandé aux entreprises de nous transmettre l'ensemble des éléments permettant d'examiner les travaux et dispositions prévues durant la préparation du chantier et ceci impérativement avant l'exécution des ouvrages.

Entre-autre, les documents suivants devront nous être soumis pour avis (liste non limitative) :

- Les plans d'exécution ;
- Les labels NF et PV éventuels des équipements ;
- Les avis techniques des matériaux non traditionnels ;
- Les caractéristiques des matériaux mis en œuvre.
-

2. SOLIDITE DES OUVRAGES ET DES EQUIPEMENTS (mission LP)

HM

Le désamiantage éventuel n'entre pas dans le champ de nos missions.

Il est rappelé que les phases transitoires et de démolitions n'entrent pas dans le champ des missions du contrôleur technique, qui n'est appelé à se prononcer que sur la pérennité des ouvrages achevés.

Les sous - œuvres à réaliser devront donner lieu à des plans et notes d'exécution précisant :

PM

- L'analyse de la structure existante (nature des murs porteurs, trumeaux, reprises de descentes de charges, transmissions des efforts aux fondations ou niveaux inférieurs...)
- La méthodologie de réalisation : phasage, étalement, ouverture, mise en place des sous - œuvres, calage.
- Dimensionnement du sous - œuvre, des éventuels pieds - droits et cadres.

Les plans du DCE ne sont pas des plans d'exécution.

Bouchage d'ouverture en façade : il est recommandé de marquer le joint de préfissuration côté extérieur.

PM

Cloisons et doublages des vestiaires et WC : classés « EB+ Collectif », prévoir des plaques de plâtre hydrofuges.

S

Chape ciment : exécution des joints et séchage avant carrelage suivant DTU.

.

| | |
|------------------|----------------------------------|
| CTE CONSTRUCTION | Rapport initial CIML à Luminy |
|------------------|----------------------------------|

3. DISPOSITIONS RELATIVES A LA MISSION STI

3-1 Sécurité hors incendie

Le présent rapport est établi par référence aux textes suivants (liste non exhaustive)

- Code du travail : Décret du 7 mars 2008, Livre II, Titre I « *Dispositions applicables aux lieux de travail - Obligations du Maître d'Ouvrage pour la conception des lieux de travail* ».
 - Chapitre IV « *Sécurité des lieux de travail* », art. R.4214-1 à R.4214-21 (sections 1 à 3).
 - Chapitre V « *Installations électriques* », art. R. 4215-1 à 4215-3.
 - Chapitre VI « *Risques d'incendies et d'explosions et évacuations* », art. R.4216-1 à R.4216-34.

3-2 Sécurité incendie

1 - Classement :

L'établissement n'est pas prévu pour recevoir du public extérieur et n'est pas classé ERP.
A confirmer par le maître d'ouvrage.

Il n'y est pas prévu d'exploitation pouvant entrer dans une rubrique ICPE.
A confirmer par le maître d'ouvrage.

Activité : Etablissement régi par le code du travail.

Le plancher haut du dernier niveau accessible étant à moins de 8 m du sol, le règlement applicable est contenu dans le :

Décret du 7 mars 2008 modifiant le code du travail, livre II titre I, chapitre VI relatif aux dispositions applicables aux lieux de travail, obligations du maître d'ouvrage pour la conception des lieux de travail, risques d'incendie et d'explosions et évacuation.

Ce règlement ne prévoit pas d'exigences quant à la résistance au feu du cloisonnement et la réaction au feu des matériaux (hormis l'objectif général de la limitation de la propagation de l'incendie à l'intérieur du bâtiment), ni quant à l'encloisonnement des escaliers.

Effectif : à préciser.

Isolement par rapport aux tiers : inchangé.

| | |
|------------------|----------------------------------|
| CTE CONSTRUCTION | Rapport initial CIML à Luminy |
|------------------|----------------------------------|

2 - Dégagements (section 2) : inchangés. Les issues mesurent au moins 90 cm de passage.

Absence de tout cul de sac supérieur à 10 m.

Les dégagements sont conformes en quantité et dispositions.

Vitrages des portes et des parties vitrées adjacentes en verre feuilleté, prévoir marquage à 1,40 m de hauteur pour prévenir les heurts (sticker autocollant...).

3 - Désenfumage (section 3) : sans objet.

4 – Chauffage des locaux (section 4)

Absence de chaufferie ou de générateur à combustion.

Installations de VMC et toutes gaines mettant en communication plusieurs niveaux : interdiction de toute matière combustible à l'intérieur des gaines.

5 - Stockage ou manipulation de matières inflammables (section 5)

A préciser.

6 - Bâtiments à plus de 8 m du sol (section 6)

Sans objet.

7 - Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie (section 7)

Extincteurs portatifs à E.P. de 6 L pour 200 m², mini un par niveau. En cas de risque électrique, extincteur à poudre de 6 Kg.

Système d'alarme sonore (si plus de 50 personnes) : sans objet.

Affichage des consignes de sécurité.

8 - Prévention des explosions (section 8) : sans objet.

9 - Installations électriques : hors mission.